

## Pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant, n'acceptons pas le retour à l'anormal !

En annonçant le confinement, le 12 mars 2020, le Président de la République affirmait « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.* ».

Le 13 avril, il déclarait « *Notre pays investira encore plus massivement dans la recherche* ».

Ce dimanche 14 juin, il a dit: " « *Je veux que nous tirions toutes les leçons de ce que nous avons vécu* » et « *Nous devons collectivement faire différemment*».

Pourtant, dans le texte du projet de loi de programmation pluri-annuelle pour la recherche (LPPR, annoncé en octobre 2019 et enfin communiqué aux organisations syndicales le 7 juin 2020), **pas de programmation d'investissements massifs dans la recherche** (ni même d'investissements supplémentaires à la hauteur des promesses de la ministre Vidal), mais **augmentation du rôle du privé dans la recherche publique, c'est à dire, renforcement de sa soumission aux lois du marché...**

Il s'agit donc d'**amplifier une politique**, mise en place en France depuis 2005, de **précarisation généralisée et de paupérisation des thématiques de recherche** que le marché ne jugera pas intéressantes, au profit de thématiques plus rapidement rentables ! C'est par exemple ainsi que **les recherches sur les coronavirus débutées en 2003 suite à l'épidémie de SRAS ont été abandonnées quelques années après faute de crédits** (en l'absence de perspectives de commercialisation), et que l'humanité s'est retrouvée en 2020 à devoir appliquer la moyenâgeuse méthode du confinement pour enrayer la pandémie due à un coronavirus, avec le coût social et humain que l'on sait...

Le projet de loi LPPR prévoit, pour mieux adapter encore la recherche et l'enseignement supérieur au marché, le développement de l'ANR, c'est à dire le renforcement de la recherche sur projets, la création de « CDI de mission » pour l'accompagner, la création de « tenure tracks » pour « attirer des talents », l'accentuation des politiques d'évaluation en recherche comme en formation, des primes « au mérite » pour les chercheurs et enseignants-chercheurs, bref, **tout l'arsenal d'un management néo-libéral de la recherche qui a montré son inefficacité pour répondre aux besoins de progression et de partage de la connaissance**, pourtant nécessaires à l'humanité.

Malgré l'opposition à ces orientations exprimée partout en France par les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avant le confinement, le gouvernement persiste et signe donc sa volonté de destruction du service public de recherche et d'enseignement supérieur.

### La LPPR est de retour, nous aussi !

Rassemblons-nous toutes et tous, dans le respect des gestes barrières,

**devant l'Opéra de Lille, le mercredi 17 juin à partir de 11h**

